

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>Partie I</b> : Analyse du contexte des quelques dernières années.....	<b>4</b>
<i>Chap. I</i> : La conjoncture internationale.....	<b>4</b>
<i>Chap. II</i> : La situation économique et financière de Madagascar.....	<b>6</b>
A-La sphère réelle.....	<b>6</b>
1- secteurs d'activité malgache.....	<b>6</b>
a) secteur primaire.....	<b>6</b>
b) secteur secondaire.....	<b>7</b>
c) secteur tertiaire.....	<b>7</b>
2- le Produit intérieur Brut.....	<b>8</b>
3- l'indice des prix.....	<b>12</b>
B- secteur extérieur.....	<b>14</b>
1- la Balance des paiements.....	<b>14</b>
2- Les Investissements Directs Etrangers.....	<b>16</b>
3- La dette extérieure.....	<b>16</b>
4- le taux de change.....	<b>16</b>
C- Secteur monétaire.....	<b>17</b>
D- les Finances publiques.....	<b>18</b>
1- les recettes publiques.....	<b>19</b>
2- les dépenses publiques.....	<b>21</b>
<b>Partie II</b> : La perspective d'un choix rationnel de politique économique.....	<b>27</b>
A- l'investissement comme moteur de croissance économique.....	<b>27</b>
B- les réformes fiscales.....	<b>29</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>32</b>

# INTRODUCTION

La stabilité macro économique est devenue un grand débat d'actualité des grands experts en matière de politique économique. Tels sont les sujets de débat et les objectifs définis pour maintenir cette stabilité : la croissance économique entretenue, la maîtrise de l'inflation, la diminution du chômage, et la réduction de la dette extérieure. Les objectifs sont donc déterminés par l'Etat, l'auteur principal dans la fonction de régulation économique.

Ainsi, quelques pays développés ont adopté une politique libérale. C'est le cas des Etats-Unis, Canada, Suisse. D'autres ont opté pour l'Economie plus ou moins planifiée. Et les pays émergents ont mené une politique centrée sur le commerce extérieur. Par contre, beaucoup de pays en développement sont affaiblis par l'endettement extérieur et l'inflation comme le Zaïre, le Zimbabwe. La situation de Madagascar est calomnieuse. La pauvreté l'engouffre et l'étouffe. Le pays est même classé parmi les pays pauvres très endettés. Ainsi, l'Etat malgache s'efforce de trouver des solutions pour sortir de cette impasse. Il a mené diverses politiques économiques comme la détaxation de 2003 et la politique de développement rapide et durable suivant le DSRP. Il est donc nécessaire de savoir l'efficacité de ces politiques menées des quelques dernières années sur les agrégats macroéconomiques du pays et de la vie économique de la population malgache. Deux parties seront alors à développer. La première concernera l'analyse de la situation économique de Madagascar des quelques dernières années et la seconde constituera l'approche d'un choix rationnel de politique économique.

# **PARTIE I : ANALYSE DU CONTEXTE ECONOMIQUE DES QUELQUES DERNIERES ANNEES**

## **Chap. I : LA CONJONCTURE INTERNATIONALE**

Le contexte économique mondial a été marqué par le maintien du rythme de croissance forte malgré le ralentissement des activités des Etats-Unis dû à la chute de la bourse de New York en 2001 et aux incertitudes liées à la hausse continue du prix du pétrole jusqu'au mois d'Août qui frôlait les 80\$.

Cette conjoncture internationale n'a pas manqué d'avoir des impacts et des retombées économiques sur les pays périphériques.

Au cours de l'année 2006, malgré la hausse des prix du pétrole qui ont franchi la barre de 75,0 USD le baril, l'activité économique mondiale s'est raffermie. A fin décembre, la croissance mondiale est passée à 3,9 pour cent contre 3,3 pour cent en 2005. Dans la plupart des pays en développement, l'inflation s'est accélérée dans un premier temps suite à la hausse des prix de produits de base, notamment ceux du pétrole et des métaux, mais grâce au resserrement des politiques monétaires, elle s'est tassée. La poussée de hausse de la croissance mondiale a été réalisée, pour l'essentiel, au cours du premier semestre de l'année où la production industrielle mondiale s'est accrue de 6,7 pour cent contre 4,3 pour cent en 2005.

Aux Etats-Unis, la croissance est restée pratiquement au même niveau de 3,3 pour cent contre 3,2 pour cent en 2005, suite à la contraction des investissements immobiliers causée par le niveau élevé des taux d'intérêt.

Dans la Zone Euro, tirée par la vigueur de la demande de consommation privée et d'investissement, la croissance est remontée de 1,4 pour cent en 2005 à 2,6 pour cent à fin décembre 2006.

Les Pays émergents et en développement ont connu une croissance de 7,9 pour cent contre 7,5 pour cent en 2005. Cette croissance a été soutenue principalement par la Chine et l'Inde (10,7 % et 9,2 %, respectivement).

La région de l'Afrique Subsaharienne a enregistré une décélération de la croissance, 5,7 pour cent contre 6,0 pour cent en 2005. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement : mauvaises récoltes liées à la sécheresse, coûts élevés des combustibles et rationnement de l'énergie.

En effet, la solide croissance de l'Economie mondiale, et en particulier l'expansion rapide de la production dans les pays émergents et en développement, sont en grande partie à l'origine de la hausse des prix des produits de base. Les prix des produits agricoles ont augmenté de 11 % en 2006 par rapport à 2005, du fait de l'affaiblissement du dollar et de l'indice des prix élevés de l'énergie et des engrais. Mais d'autres facteurs tels que les pénuries de l'offre, le faible niveau des stocks ont aussi contribué à cette hausse des prix. Pour le riz, les prix ont augmenté de 6% en 2006, une augmentation due à la baisse de la production enregistrée dans certains pays producteurs affectés par la sécheresse.

Sur les marchés des changes, le dollar s'est déprécié, principalement vis-à-vis de l'euro et de la livre sterling. Cette baisse a entraîné une appréciation de la monnaie de nombreux pays en développement dont Madagascar où l'Ariary a gagné 6.8% par rapport au dollar. Par contre, vis-à-vis de l'Euro, la monnaie nationale s'est dépréciée de 3.5%.

## Chap. II : LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE MADAGASCAR

### A) La sphère réelle

#### *1-les secteurs d'activité économique malgache*

##### a) le secteur primaire

Le secteur d'activité primaire de Madagascar concerne essentiellement l'agriculture, l'élevage et la sylviculture. Caractérisée par une structure dualiste, l'Economie malgache est basée sur ce secteur d'activité. Dans la branche agricole, la valeur ajoutée atteignait 73.6 milliards d'Ar aux prix constants de 1984. Elle a connu une variation de 4.07% en 2005 et 7.20 % en 2006. Cette légère amélioration est due à la considération du monde rural, l'acteur principal concerné.

Dans la branche élevage, la VA est presque constante de 2004 jusqu'en 2006 et ne dépassant pas les 7305 milliards d'Ar.

Ainsi, pour Madagascar, le premier semestre est marqué par une progression des pressions à la hausse des prix du côté de l'offre suite à la flambée des prix des produits pétroliers. Cette évolution a été cependant atténuée par la baisse significative des prix (-8.8% sur la période), consécutive à une bonne performance de la production locale et à l'importance de stocks de riz importé à la fin de l'année précédente.

Sur le second semestre, l'inflation a replié et la production a pris son souffle malgré une révision à la hausse des tarifs de l'électricité au mois de juillet.

***Tableau 1 : Secteur primaire Valeur Ajoutée aux prix constants***

	2004	2005	2006	2005	2006
	(en milliards d'ariary aux prix de 1984)			(variation annuelle en %)	
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	159,6	163,6	167,1	2,5	2,1
Agriculture	73,6	76,9	78,9	4,5	2,6
Elevage	71,6	72,2	73,5	0,8	1,9
Sylviculture	14,4	14,5	14,7	1,0	1,0

*Source : Institut National de la Statistique*

## b) le secteur secondaire

Pour le secteur secondaire, là encore, la VA est moindre par rapport à celle du secteur primaire, donc les industries agroalimentaires et les boissons occupent les 36.56% de la production industrielle en 2004. Ces chiffres se stagnent jusqu'en 2006.

Le reste concerne les industries de pharmacie, cuir, métal, papier, et son taux évolue en moyenne de 1.24% par an.

**Tableau 2 : Secteur secondaire Valeur Ajoutée aux prix constants**

	2004	2005	2006	2005	2006
	(en milliards d'ariary aux prix de 1984)			(variation annuelle en %)	
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	58,8	60,5	62,8	3,0	3,7
Agro-industrie	1,4	1,4	1,2	0,0	-12,5
Energie	7,2	7,4	7,7	2,8	4,4
Industrie alimentaire	10,7	10,7	10,7	0,0	0,0
Industrie des boissons	10,8	10,9	11,9	0,9	9,3
Industrie du tabac	3,7	3,6	4,0	-2,7	11,6
Industrie du corps gras	1,6	1,8	1,9	12,5	3,6
Pharmacie	2,2	2,3	2,4	4,5	2,2
Industrie textile	0,8	0,9	0,9	12,5	0,8
Industrie du cuir	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0
Industrie du bois	1,5	1,5	1,6	0,0	4,1
Matériaux de construction	1,5	1,6	1,8	6,7	11,6
Industrie métallique	2,2	2,3	2,4	4,5	2,4
Matériel de transport	0,9	1,0	1,2	11,1	19,3
Appareils électriques	3,3	4,2	4,2	27,3	0,5
Industrie du papier	0,5	0,5	0,4	0,0	-10,8
Autres	0,9	0,9	0,8	0,0	-6,0
ZFI	8,3	8,3	8,3	0,0	0,0

Source : Institut National de la Statistique

## c) le secteur tertiaire

Pour le secteur tertiaire, il dégage des VA significatives par rapport aux deux secteurs illustrés précédemment.

Ces VA atteignent les 238.2milliards d'Ar en 2004, surtout dans la production de services, le commerce et transport, qui constituent en moyenne 65.57% de la totalité des VA de la période de 2004. On a également constaté une hausse de 12% en moyenne en 2006.

Pour le secteur bancaire, il ne dégage que 4% de la totalité des VA du secteur tertiaire durant cette période.

***Tableau 3 : Secteur Tertiaire Valeur Ajoutée aux prix constants***

	2004	2005	2006	2005	2006
	(en milliards d'ariary aux prix de 1984)			(variation annuelle en %)	
<b>SECTEUR TERTIAIRE + BTP</b>	238,2	252,7	270,7	6,1	7,1
B.T.P	13,4	15,9	19,5	18,7	22,5
Transports de marchandises	47,2	49,3	53,6	4,4	8,7
Transports de voyageurs	13,7	14,7	15,2	7,3	3,1
Auxiliaires de transport	12,7	13,4	14,3	5,5	6,8
Télécommunications	8,4	8,8	9,9	4,8	12
Commerce	51,5	53,8	56,2	4,5	4,4
Banque	9,3	9,9	11,3	6,5	14,2
Assurance	0,2	0,2	0,2	0	10,6
Services	57,7	61,7	65,1	6,9	5,5
Administration	24,3	25,0	25,5	2,9	2,1

Source : Institut National de la Statistique

## ***2-le produit intérieur brut***

Les VA additionnées des consommations intermédiaires nationales donneront ainsi le produit intérieur brut aux prix constants de 1984.

Par rapport au prix du marché, le PIB engendré en 2004 atteignait 498.8 milliards d'Ar. Le taux de croissance économique en 2005 était de 4.39% et en 2006, il a faiblement augmenté à 4.67%, soit, une hausse de 0.2%. On peut dire que l'Economie malgache était en période de stagnation vers un léger accroissement, mais encore alourdi des conséquences des crises de 2002.

Au niveau de l'emploi, ce sont les consommations privées qui représentent les 52.30%. Ensuite, les importations représentent 17% de la totalité des emplois.

En fait, l'année 2006 a été marquée par une amélioration de la croissance économique. Cette situation a généré un accroissement du revenu réel par habitant. La baisse du prix du riz en compensant les effets de la hausse des autres produits, a contribué au ralentissement progressif de l'inflation ; en outre, l'augmentation de l'épargne s'est située à un niveau appréciable.

L'activité économique a bénéficié de la diminution de la demande intérieure par laquelle est venue s'ajouter une progression conséquente de la demande extérieure, et favorise ainsi la

croissance économique. En effet, cette dernière s'est établie à 4.6% ce qui est supérieure de 2.1points par rapport à la croissance démographique contre 1.8 points en 2005.

- son origine tient des activités économiques des différents secteurs d'activité

-pour le secteur primaire, au cours des deux dernières années, la croissance du secteur primaire a continué de fléchir (2.1%) avouant déjà en 2005 et sa contribution à la croissance a légèrement diminué de 0.7point en raison de la faiblesse de la productivité agricole étant victime d'un déficit hydrique, de paramètres irrigués et de sécheresse en début de campagne. Toutefois, la production rizicole s'est accrue de 6.4% soit 3640 mille tonnes de paddy grâce à l'extension des surfaces cultivées. En ce qui concerne les autres produits vivriers et les produits de rente et d'exportation, la production a progressé de façon régulière.

-pour le secteur secondaire, la croissance du secteur industriel a été marquée par une légère augmentation de 3.7% et c'est due à l'essor de la construction de bâtiments privés et des infrastructures publiques. Cependant l'activité des Zones Franches Internationales est quasi nulle due à la baisse des commandes émanant des clients étrangers et de l'impact du démantèlement de l'accord multifibre et du sort réservé à l'AGOA.

-pour le secteur des services, il a progressé de 7.1% en 2006grâce à la prolifération des conditions de financement bancaire favorables.

Ainsi, la contribution des trois secteurs se résume comme suit :

***Tableau 4 : Contribution des trois secteurs d'activités au PIB***

	2005	2006
<b>Croissance du PIB ( %)</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>
Secteur primaire	0,8	0,7
Secteur secondaire	0,3	0,4
Secteur tertiaire	2,9	3,5
Taxes indirectes	0,7	0,7
Charges non imputées	-0,1	-0,3



- les emplois du PIB

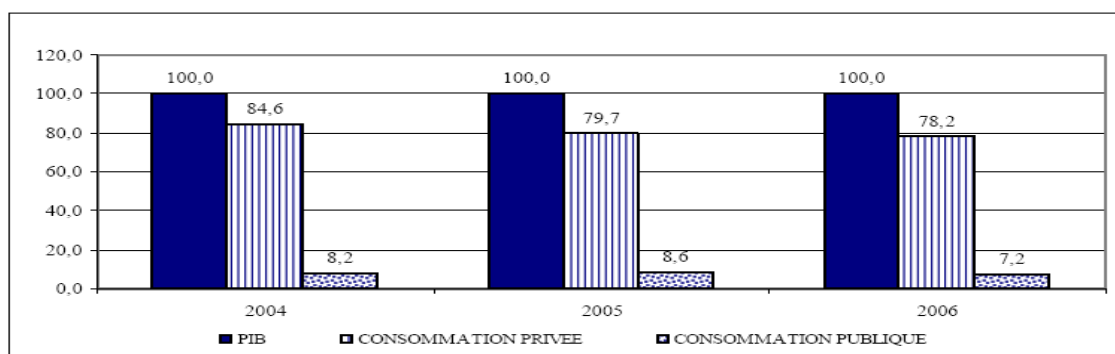
Selon la théorie

$$Y=C+I$$

En effet, le Revenu National est décomposé en consommation totale et en Investissement.  
 - la demande intérieure est une fonction de la consommation totale. Sa contribution à la croissance du PIB a augmenté de 3.3 points en 2006. En effet, ma consommation publique est largement faible par rapport à la consommation privée qui reflète une bonne situation de l'emploi et dont sa contribution au PIB atteint les 78.2%

Voici l'évolution de la consommation publique et privée :

**Figure 1. Evolution de la consommation privée et publique (structure)**

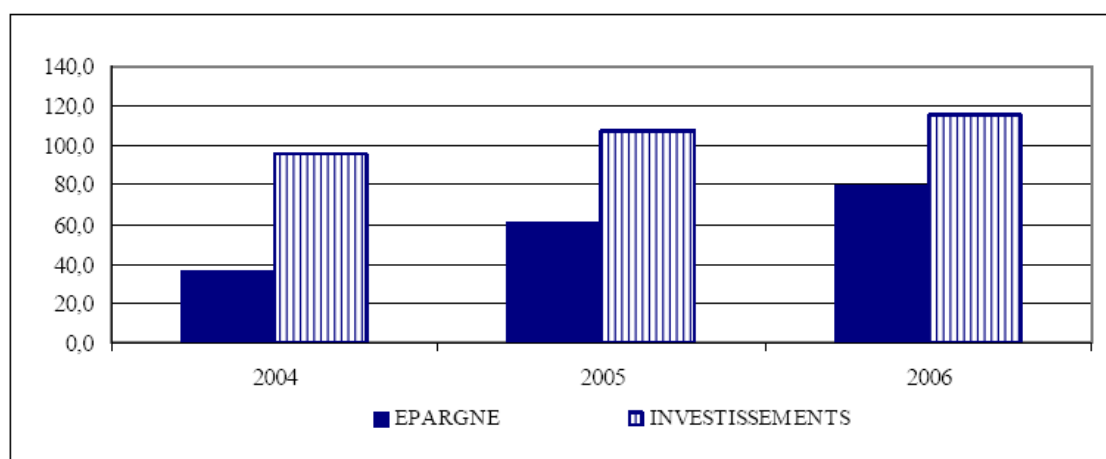


En ce qui concerne l'Investissement, son taux de croissance demeure à plus de 12.2%. En effet, le taux d'investissement est resté au niveau de 21.1%

L'on sait qu'il existe une liaison fondamentale entre Epargne et Investissement et dans le cas de Madagascar, l'épargne intérieure est largement inférieure par rapport aux investissements engagés que ce soit d'ordre public ou privé mais on a pu constater une progression à la hausse de l'épargne en 2006 qui frôlait les 80 milliards d'ariary. Cette faible épargne est également due au faible taux d'intérêt accordé aux épargnants et du faible revenu des ménages malgaches où la propension à épargner est voisine de 0

Donc l'Epargne et l'Investissement ne sont pas au même rythme de croissance duaux différents risques bancaires non maîtrisés et un environnement en perpétuel choc du marché financier

**Figure 2. Evolution de l'épargne et des investissements  
(en milliards d'ariary)**



***Tableau 5 : Produit Intérieur Brut aux prix constants 1984***

	2004	2005	2006	2005	2006
	(en milliards d'ariary constants 1984)			(Variation annuelle en %)	
PIB (aux prix du marché)	498,8	521,7	547,3	4,6	4,9
<b>Ressources</b>					
Secteur primaire	159,6	163,6	167,1	2,5	2,1
Secteur secondaire	58,8	60,5	62,8	3,0	3,7
Secteur tertiaire dont	238,2	252,7	270,7	6,1	7,1
secteur public	24,2	25,0	25,5	3,3	2,0
Charges non imputées	-11,6	-12,3	-14,1	6,0	14,6
PIB (aux coûts des facteurs)	445,0	464,5	486,5	4,4	4,7
Impôts indirects	53,8	57,2	60,8	6,3	6,3
<b>Emploi</b>					
Investissements publics	44,0	40,7	47,2	-7,4	15,8
Investissements privés	51,5	66,4	68,1	29,0	2,6
Consommation publique	41,0	44,8	39,5	9,1	-11,8
Consommation privée	422,1	415,8	427,9	-1,5	2,9
Exportations BSNF	76,6	78,3	89,0	2,2	13,7
Importations BSNF	136,3	124,2	124,4	-8,8	0,2
Epargne intérieure	35,8	61,2	79,9	70,9	30,6

Source : Institut National de la Statistique

### 3- indice des prix à la consommation

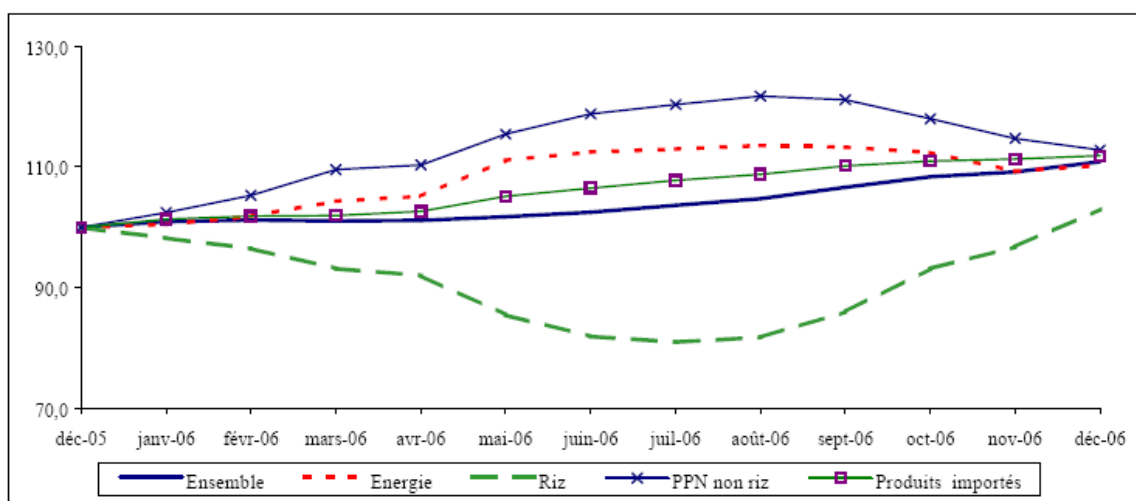
En ce qui concerne l'indice des prix à la consommation, en comparant trois périodes : 2004-2005-2006, c'était en 2005 que l'Economie a connu une inflation plutôt alarmante, surtout au premier trimestre. Le taux d'inflation frôlait les 30.3% en février 2005 ; et n'a jamais baissé de moins de 10% jusqu'à la fin de cette même année.

Cette situation est tout de même héritée de la situation antérieure, où l'emploi avait pris une vitesse de croissance élevée, surtout en début du mois d'août 2004. Mais en 2006, l'inflation était plus ou moins stable et tournait autour de 10%.

En 2006, en variation annuelle, la tendance au ralentissement des prix observés au dernier trimestre 2005 s'est poursuivie au premier trimestre de 2006. Ensuite, l'inflation s'est accélérée au second trimestre. Mais à partir du troisième trimestre, les prix ont décéléré et évoluaient à un rythme modéré jusqu'en décembre 2006. Cette situation résulte ainsi de l'évolution favorable du prix du riz ; aussi les hausses des prix des carburants et des autres produits importés au premier semestre ont été neutralisées par les baisses successives des prix du riz. De plus, le prix du riz a baissé de 6.2% en moyenne.

En outre, s'agissant du carburant, l'accalmie observée au niveau du pétrole brut au second semestre a entraîné à Madagascar une baisse des prix à la pompe au quatrième trimestre de l'année 2006 qui diminuent même jusqu'à moins 8% au début du mois de septembre.

Voici l'évolution des indices des prix à la consommation (base 100=décembre 2005)



Mais on peut également illustrer les variations des prix selon le tableau suivant :

***Tableau 6 : Variation annuelle des prix à la consommation***

	2004	2005	2006
Janvier	-0,2	29,2	10,0
Février	-0,2	30,3	8,8
Mars	2,1	26,6	9,4
Avril	6,5	21,9	10,4
Mai	9,5	18,3	12,8
Juin	13,4	15,6	13,6
Juillet	17,9	15,3	11,6
Août	20,1	16,5	9,6
Septembre	22,3	14,8	10,9
Octobre	24,2	14,0	11,4
Novembre	26,2	13,0	10,0
Décembre	27,2	11,6	10,8

De plus, puisque l'énergie est un produit d'importation incompressible, elle constitue un moteur dans la production industrielle. Pour cela, on l'avait comparé à un autre produit de première nécessité tel que le riz. Dus à l'inflation, les prix à la pompe ont augmenté jusqu'à 1500Ar par litre en 2004. Et donc, avait gagné 4.1 points par rapport au prix du riz local.

En 2006, le prix de l'essence ordinaire correspondant à un taux d'inflation de 12.8% du mois de Mai, a gagné 7 points face au prix du riz qui diminuait, par contre, de 4.5 points.

On peut dire que, durant ces périodes, l'activité économique s'est améliorée car la production nationale de riz augmente, ce qui avait diminué son prix, mais que la demande en « énergie » accroît, due au développement du secteur industriel, d'où la hausse généralisée des prix du carburant.

Nous verrons ainsi les prix à la pompe :

***Tableau 7 : Variation annuelle des prix et des carburants***

	PRIX MOYEN DU RIZ LOCAL	PRIX A LA POMPE		
		Essence super	Essence ordinaire	Gas-oil
2006				
Janvier	-3,3	-5,4	-3,5	-1,8
Février	-0,1	0,0	5,1	4,0
Mars	-3,7	0,8	10,5	7,9
Avril	-1,4	1,2	0,0	5,1
Mai	-4,5	6,3	7,0	6,0
Juin	-5,0	1,1	3,3	1,1
Juillet	-0,5	4,0	2,2	3,5
Août	1,3	4,1	4,0	1,2
Septembre	3,7	-0,8	-1,0	-1,3
Octobre	7,3	-4,0	-6,7	-2,5
Novembre	4,3	-8,0	-5,1	-2,7
Décembre	6,6	-2,0	-1,6	-4,5

## **B) le secteur extérieur**

### ***1 – la balance des paiements***

A cause de l'inflation du second semestre 2004 et durant l'année 2005, les indices des prix aux importations ont détérioré les termes de l'échange d'où la situation déficitaire de la balance commerciale surtout en 2005, mais qui avait diminué jusqu'à moins de 371.7 millions de DTS contre moins 401.8 millions de DTS en 2005.

Par contre, les opérations en capital ont dégagé un excédent de 121.9 millions de DTS en 2004, mais avaient repris, en 2006, et atteignaient jusqu'à plus de 1611.6% du solde des opérations de 2005.

Pour les opérations financières, elles avaient pris bon élan en 2004, jusqu'à se dégrader en 2006 et effectuaient un déficit de 1187.2 millions de DTS. On peut dire qu'il y avait une sur liquidité durant cette période de 2006, ce qui réduirait les opérations financières.

Contrairement à la tendance des dernières années, l'année 2006 a été caractérisée par un redressement du solde courant des paiements extérieurs. En effet, le déficit courant de la balance des paiements a été ramené à 328.6 millions de DTS en 2006 contre 370.9 en 2005. Cette légère amélioration du solde des paiements est due au redressement de la balance commerciale et de la balance des capitaux grâce à l'accroissement sensible des IDE. Outre les aides extérieures, dont

le pays a pu bénéficier, ces meilleurs résultats ont contribué à l'augmentation des réserves internationales de Madagascar de près de 90 millions de DTS.

Au niveau de la balance commerciale, les importations ont connu une augmentation nominale de 5.3%. Cette hausse des importations est attribuable à l'augmentation en valeur des importations de matières premières de 9.4% et de la remontée nette des importations des consommations intermédiaires des zones franches de 30.5% en raison essentielle de l'accroissement en volume de 29.5% et également de la dépréciation de la monnaie nationale.

Il y avait aussi des produits d'importations incompressibles où la flambée des prix du pétrole sur les marchés internationaux est à la hausse.

Néanmoins, la reprise des activités économique est vue à travers l'augmentation des importations de biens d'équipements, d'énergie.

En ce qui concerne les exportations, l'année 2006 a été marquée par une bonne performance de la filière crevette dont la valeur a atteint les 34.6 millions de DTS. Les exportations de chromite ont également évolué favorablement car vu la dépréciation de l'Ar, la compétitivité de l'Economie malgache s'est accrue et a permis une amélioration de la balance commerciale.

Au niveau des transferts courants, son solde positif s'est replié dû à la baisse de 120 à 99 millions de DTS en 2006 des recettes enregistrées par les secteurs autres que l'Administration publique malgré les aides budgétaires de 2.4%.

Pour l'opération en capital et financier, l'exploitation minière a drainé d'importantes ressources sous forme d'IDE. Des apports ont été majoritairement sur l'approvisionnement des comptes courants d'associés. En 2006, les flux de ces investissements ont atteints les 150.5 millions de DTS qui sont composés de capital social des bénéfices réinvestis et d'autres transactions.

Voici le tableau résumant ces faits :

***Tableau 8 : Balance des paiements (en millions de DTS)***

Rubriques	2003	2004	2005	2006
<b>1-Transactions courantes</b>	<b>-231,5</b>	<b>-268,5</b>	<b>-371,1</b>	<b>-328,7</b>
Balance commerciale	-181,5	-294,5	-401,8	-371,7
Exportations FOB	611,6	669,1	579,9	662,3
Importations FOB	-793,1	-963,6	-981,7	-1 034,0
Services nets	-212,9	-142,3	-79,8	-47,9
Revenus des investissements	-55,0	-51,7	-53,1	-54,5
Transferts courants	217,9	219,9	163,6	145,3
<b>2-Opération en capital</b>	<b>100,4</b>	<b>121,9</b>	<b>108,6</b>	<b>1 750,3</b>
<b>3-Opérations financières</b>	<b>35,3</b>	<b>152,8</b>	<b>171,2</b>	<b>-1 187,2</b>
Investissements Directs	9,1	35,7	58,0	150,5
<b>4-Erreurs et omissions</b>	<b>68,5</b>	<b>-30,4</b>	<b>64,3</b>	<b>-75,3</b>
<b>5-Balance globale</b>	<b>-27,3</b>	<b>-24,3</b>	<b>-26,9</b>	<b>159,1</b>
<b>6-Financement</b>	<b>27,3</b>	<b>24,3</b>	<b>26,9</b>	<b>-159,1</b>

## *2 – les Investissements Directs Etrangers (IDE)*

Les IDE sont à faible proportion dans les PED comme le cas de Madagascar. En 2005, ils n'étaient que 22.2 millions de DTS à cause de l'inflation qui représente un grand risque pour l'environnement économique. Mais, des flux entrant ont été constaté en 2006 qui galopèrent jusqu'à 94.4 millions de DTS.

**Tableau 9 : Flux d'IDE (en millions de DTS)**

Rubrique	2003	2004	2005	2006
<b>Capital social</b>	<b>9.5</b>	<b>12.4</b>	<b>16.0</b>	<b>19.7</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>	<b>-4.3</b>	<b>9.1</b>	<b>19.8</b>	<b>36.4</b>
<b>Autres transactions</b>	<b>62.9</b>	<b>42.8</b>	<b>22.2</b>	<b>94.4</b>
Emprunts à plus de 1 an	44.6	10.8	15.5	5.0
Emprunts à moins de 1 an	0.0	19.7	1.7	0.2
Apports en compte courant	18.3	12.2	5.0	89.3
Prêts accordés aux actionnaires non résidents	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Flux IDE</b>	<b>68.1</b>	<b>64.4</b>	<b>58.0</b>	<b>150.5</b>

## *3- la dette extérieure*

En ce qui concerne le service de la dette, la capacité de remboursement diminuait progressivement tout au long de cette période de 2004-2006. Ceci, à cause du rythme de la croissance économique qui est largement faible par rapport à la progression des exportations. En effet, le taux de croissance est relativement bas qui ne dépassait pas les 5% jusqu'en 2005 et que les exportations n'ont accru que 3.12% en 2004.

Mais après l'allègement, le service de la dette a fortement diminué de 23.5% en 2004, 25.2% en 2005 et de 53.8% en 2006

.Pour l'encours, il a chiffré jusqu'à 3293.6 millions de DTS mais dû à l'allègement, les encours se voient réduire progressivement.

Avant l'allègement, le service de la dette extérieure s'est chiffré à 116.7 millions de DTS en 2006 ; et l'atteinte du point d'achèvement et le traitement du stock de la dette multilatérale qui a suivi ont permis de réduire l'encours de la dette extérieure de 2661.7 millions de DTS à fin décembre 2005 à 119.1 millions de DTS à fin décembre 2006. Ainsi, le stock de la dette

extérieure de Madagascar a été de 28.8% à fin 2006. Après ce traitement, la structure par créancier de l'encours restant se présente comme suit : les organismes internationaux (53.2%), les autres créanciers officiels (35.8%) et les créanciers membres du Club de Paris (8.8%).

#### ***4- le taux de change***

Les exportations malgaches ont augmenté de 32% et les importations ont enregistré une légère progression. Donc, la balance commerciale et par suite la balance des paiements dégagent des soldes positifs car elles sont alimentées par des aides budgétaires venant des organismes financiers tels que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement. Sans ces aides, elles seraient déficitaires. Cette situation a un effet significatif sur le taux de change.

Ainsi, une dépréciation de 7.4% par rapport à l'Euro et 1.3% par rapport au dollar est enregistrée au cours de l'année 2006.

#### **C- secteur monétaire**

Sur le premier semestre, l'environnement économique en 2006, la croissance de la masse monétaire M3 est de 9.4% au premier semestre. Celle-ci a fait augmenter la demande intérieure ce qui provoque une tension inflationniste et donc une appréciation de l'Ariary mais seulement à court terme. Cependant, la demande excédentaire par rapport au volume de la production s'est progressivement réduite; ce qui a favorisé une détente de l'inflation en second semestre. Et de nouveau, la monnaie malgache s'est dépréciée. Ce qui a fait augmenter de nouveau le prix du riz. Ainsi, le gouvernement a défini l'objectif de la maîtrise de l'inflation à travers l'expansion monétaire et la consolidation des acquis de l'année 2005 et le renforcement de la stabilité macroéconomique, laquelle constitue un important préalable pour l'efficacité économique sur le long terme et pour l'intégration du pays dans l'économie régionale. A cet effet, l'orientation privilégiée était la lutte contre l'inflation par une maîtrise de l'expansion des agrégats monétaires, tout en veillant à ne pas handicaper le financement du secteur privé.

Dans ce cas, les instruments financiers ont été utilisés pour permettre des conditions monétaires en harmonie avec les objectifs d'inflation et de croissance.

Pour cela ; la Banque Centrale a décidé d'adopter une politique restrictive de la masse monétaire en ramenant son taux directeur de 16 à 12 %. Cet assouplissement des conditions monétaires a, d'ailleurs, été nécessaire pour donner un peu de souffle à l'Economie. Et cette baisse du taux



directeur devait également induire une modération du taux de rendement des Bons de Trésor et un allègement des charges du Trésor sur ses dettes intérieures. De plus, les réserves obligatoires ont été affectées. Etant donnée que l'économie présente encore une surliquidité structurelle, le niveau du coefficient de ces réserves a été maintenue à 15% pour l'ensemble des dépôts.

En plus de la modification des conditions monétaires, la Banque Centrale s'est donc attelée à développer ses propres instruments financiers par la transformation de la dette en titres étant donné que les marchés financier et monétaire ne sont pas adéquats et rendaient difficiles la stérilisation des devises, et ne permettaient pas de faire apprécier le taux de change domestique et ainsi diminuer les taux d'intérêt des Bons de Trésor.

En outre, au niveau du marché des titres, des modifications ont été apportées en vue d'une harmonisation des revenus financiers et pour permettre au Trésor d'avoir plus de latitude dans l'acceptation des offres.

En ce qui concerne l'évolution des prix à la consommation, la flambée du prix international du pétrole s'est répercutée sur les prix intérieurs avec un taux d'inflation de 8.8% en février à 13.6% en juin 2006 et la baisse significative du riz a atténué la hausse des prix des produits finis importés et la poursuite de la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente a largement contribué à cette décélération du prix, et ceci en coordination avec une politique budgétaire appropriée dans la gestion de la liquidité

#### **D) Finances publiques**

Au niveau des finances publiques, la loi des finances initiales 2006 prévoyait, par rapport au PIB un déficit des Opérations de Trésor de 4.9%, un niveau de dépenses publiques de 21.9% et un taux de pression fiscale de 11.4%.

Toutefois, les résultats sont relativement positifs et excèdent de 4456.5 milliards d'ariary.

## 1-les recettes publiques

En se référant au tableau :

**Tableau 10 : Evolution des recettes publiques**

	En milliards d'ariary			Variations %	
	2004	2005	2006	2005	2006
<b>Total des recettes publiques</b>	<b>1 654,6</b>	<b>1 682,9</b>	<b>2 122,1</b>	<b>1,7</b>	<b>26,1</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>982,3</b>	<b>1102,8</b>	<b>1323,1</b>	<b>12,3</b>	<b>20,0</b>
- Recettes fiscales	887,1	1020,0	1260,9	15,0	23,6
- Recettes intérieures	442,2	529,0	631,9	19,6	19,5
- Recettes extérieures	444,9	491,0	629,0	10,4	28,1
- Recettes non fiscales	95,2	82,8	62,2	-13,0	-24,9
<b>Recettes extrabudgétaires</b>	<b>1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>-50,0</b>	<b>-83,3</b>
<b>Dons</b>	<b>671,1</b>	<b>579,5</b>	<b>798,9</b>	<b>-13,6</b>	<b>37,9</b>
- Dons courants	318,7	141,0	173,2	-55,8	22,8
- Dons en capital (*)	352,4	438,5	625,7	24,4	42,7

(\*) 2006 : IADM exclues

**tableau 11 : structure des recettes publiques (en %)**

	2004	2005	2006
<b>Total des recettes publiques</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Recettes budgétaires	59,4	65,5	62,4
Recettes extrabudgétaires	0,1	0,0	0,0
Dons	40,5	34,5	37,6
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Recettes fiscales	90,3	92,5	95,3
Recettes non fiscales	9,7	7,5	4,7
<b>Recettes fiscales</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Recettes intérieures	49,8	51,9	50,1
Recettes extérieures	50,2	48,1	49,9
<b>Dons</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Dons courants	47,5	24,3	21,7
Dons en capital	52,5	75,7	78,3

Les recettes publiques totales (IADM exclues) ont atteint 2122.1 milliards d'ariary en 2006, soit une augmentation de 26.1% par rapport aux réalisations de 2005. Cet accroissement a été essentiellement tiré par la progression des recettes fiscales et de celle des dons en capital. L'augmentation des recettes fiscales de 23.6% a été surtout due à l'accélération du recouvrement des recettes sur le commerce extérieur moyennant de 28.1% en Décembre 2006 contre 10.4% sur la même période de 2005 grâce à l'intensification des actions de suivi et de contrôle. Par contre, le rythme d'augmentation des recettes intérieures s'est stabilisé au même niveau qu'en 2005 de 19.5% malgré les hausses significatives observées notamment au niveau des Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (ICRM) et des Impôts Généraux sur les Revenus Salariaux. En effet, les ICRM sont passés de 16.5 milliards d'ariary en 2005 à 55.39 milliards d'ariary en 2006 ; en raison surtout de l'imposition des intérêts reçus des BTA, et les IGRS de 56.7 milliards d'ariary à 74.7 milliards d'ariary suite à la hausse de salaire. Les faibles performances ont été enregistrées au niveau des impôts sur les biens et services qui se sont presque stabilisés et dans lesquels les TVA intérieures ont légèrement diminué en raison de baisse de leur taux de 20 à 18%. En cours de l'année, une révision a été nécessaire à cause d'une insuffisance des recettes attendues, du non déblocage de certaines aides extérieures prévues et de l'augmentation des charges de la dette intérieure d'où la nécessité d'une loi rectificative. Ainsi le taux de pression fiscale a été révisé à 10.7% le ralentissement des importations issu de la constitution de stock à la fin de la détaxation en 2005 et la dépréciation du taux de changes a contracté les recettes douanières des premiers mois de 2006 et le recouvrement a été renforcé par la simplification du système fiscal et l'affermissement de son application. Ensuite, une tendance à la hausse des recettes se confirme au mois de Juillet et Août 2006. Les rentrées fiscales se sont nettement améliorées et les augmentations sont significatives pour les IBS et les droits et taxes sur le commerce extérieur.

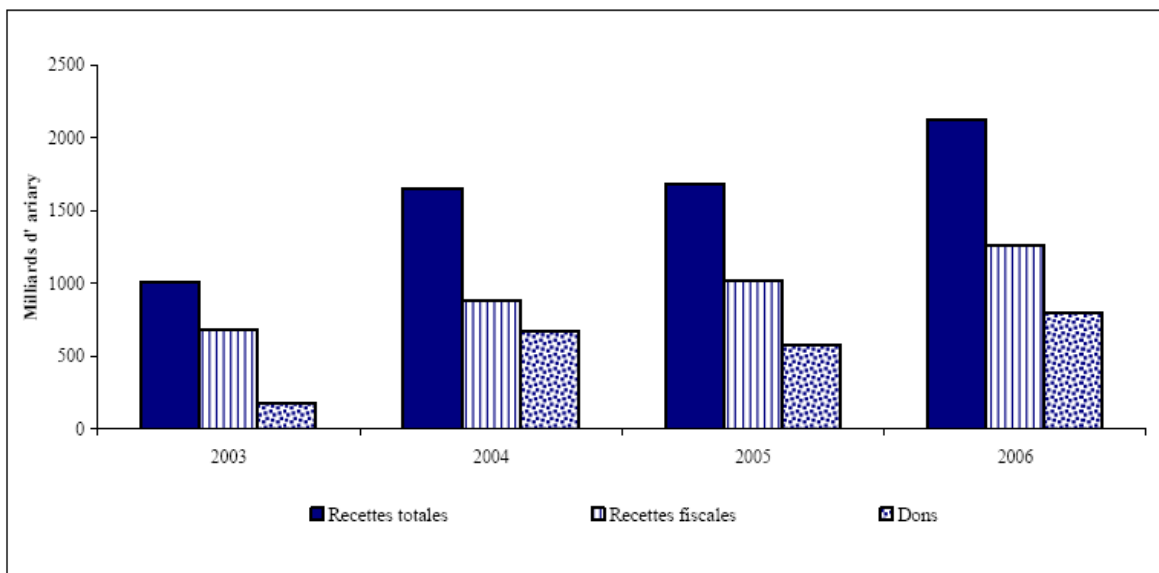
En matière de dépenses, le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques est développé pour une meilleure exhaustivité des informations sur les dépenses étatiques et une amélioration de la centralisation des données par le biais de la technologie informatique. Comme les dépenses courantes des trois premiers mois ont enregistré un dépassement par rapport aux prévisions mais qui s'est rapidement ajusté à 10.5% du PIB. De plus, le faible taux d'exécution du budget de fonctionnement est en rapport avec la suspension d'engagement des dépenses jusqu'au 15 septembre 2006. Et le paiement des intérêts de la dette intérieure a aussi dépassé les prévisions du fait de la forte hausse des taux d'intérêt des BTA consécutive à l'incapacité du marché à satisfaire les besoins du Trésor public.

Par ailleurs, le taux de pression fiscale a été de 10.7% (contre 10.1% en 2005) dans lequel les recettes fiscales ont contribué à part égale (5.3%).

Parallèlement, les recettes non fiscales se sont établies à 0.5% du PIB contre 0.8% en 2005.

Et contrairement aux années précédentes, la contribution des recettes budgétaires dans les recettes publiques totales a quelque peu diminué en 2006 alors que la part des dons a augmenté. Les dons en capital ont été privilégiés par les partenaires pour soutenir le développement économique du pays. En ce qui concerne les recettes fiscales, la part respective de leurs composantes est à peu près égale.

**Figure 4 : Evolution des recettes publiques**



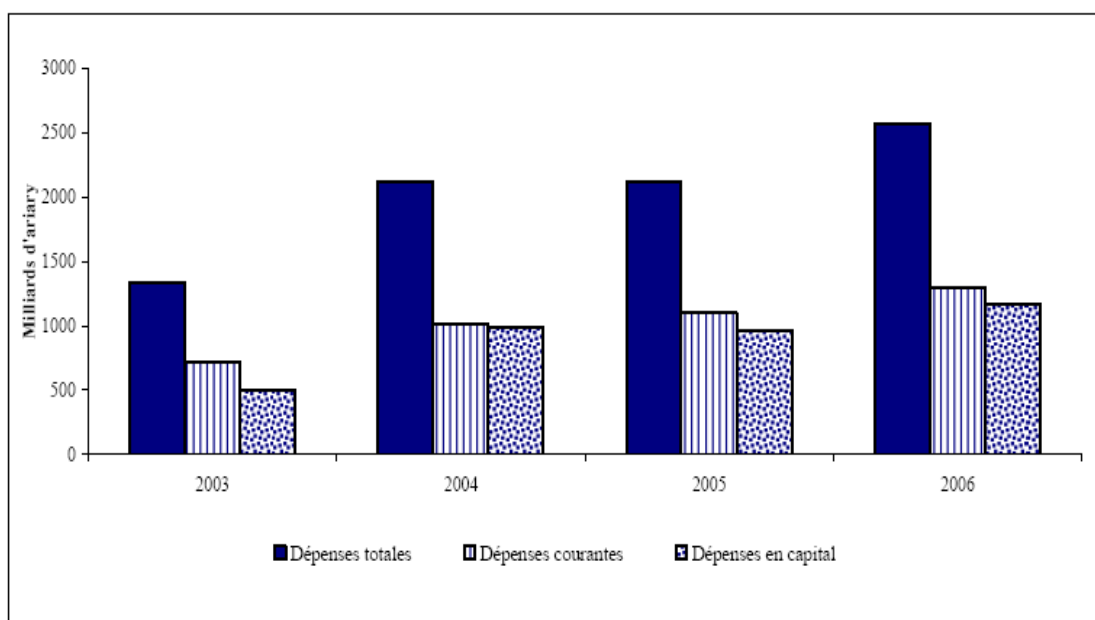
## **2-les dépenses publiques**

Les dépenses publiques ont augmenté de 20.9% par rapport aux réalisations de 2005 et se sont établies à 2565.6 milliards d'Ar au cours de l'année 2006. cette hausse des dépenses est obtenue grâce à celle de toutes leurs composantes sauf les intérêts sur les dettes extérieures qui ont diminué du fait de la réduction de la dette obtenue dans le cadre de l'assistance intérimaire ou l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés(IPPTE). En pourcentage du PIB, les dépenses ont représenté 21.8% en 2006, 21% en 2005 et 26% en 2004. Leur rythme a été plus faible que celui des recettes totales malgré l'augmentation des dépenses de subventions et de transferts.

Les dépenses courantes ont connu une variation haussière de 18.3%. Cette augmentation a été due à celle des dépenses de personnel qui sont passés de 456.4 milliards en 2005 à 589.9 milliards en 2006 suite à des recrutements des fonctionnaires et à la hausse de salaire. Par ailleurs, les transferts et subventions ont accusé une variation de 75.9 milliards d'ariary, et les paiements des intérêts dus sur la dette intérieure ont évolué de 168.7 milliards d'ariary à 229.3 milliards d'ariary en 2006, progression liée à l'augmentation de l'encours et des taux d'intérêts des BTA.

Les dépenses en capital ont augmenté de 21.6% par rapport à l'année 2005. Le rythme de progression des dépenses financées sur ressources internes a été nettement inférieur à celui de 2005. Ces dépenses en capital ont surtout financé les projets à caractère social en vue de la réduction de la pauvreté. Elles ont également permis la mise en place du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques(SIGFP) pour une meilleure transparence et efficacité des dépenses publiques.

***Figure 5 : Evolution des dépenses publiques***



Mais vu que les IADM sont exorbitants, le solde des OGT est déficitaire de 443.4 milliards d'ariary et donc le financement de ce déficit par le système bancaire a été caractérisé par un désengagement de 403.9 milliards d'ariary vis-à-vis de la Banque Centrale suite, entre

autre, à la comptabilisation de l'IADM FMI de 361.7 milliards d'ariary en février et à un engagement de 52.3 milliards d'ariary auprès des banques commerciales.

De plus, le dynamisme du financement par le système non bancaire s'est poursuivi mais à un montant inférieur à celui de 2005. Sa contribution a été de 73.4 milliards d'ariary grâce aux souscriptions des BTA qui ont atteint 87.9 milliards d'ariary et les recettes de privatisation ont été de 5 milliards d'ariary.

Ainsi, le déficit budgétaire a été couvert à concurrence de 365.8 milliards d'ariary par des ressources extérieures nettes. Les tirages se sont chiffrés à 467.2 milliards d'ariary dont 302.8 au titre des prêts projets et 164.4 à celui des programmes provenant de la Banque Mondiale et de la BAD.

Voici le tableau de structure des dépenses publiques :

***Tableau 12 : Structure des dépenses publiques***

	En milliards d'ariary			Variations %	
	2004	2005	2006	2005	2006
<b>Total des dépenses publiques</b>	<b>2118,4</b>	<b>2121,6</b>	<b>2565,5</b>	<b>0,2</b>	<b>20,9</b>
Dépenses courantes	1017,4	1099,7	1300,9	8,1	18,3
<i>Dont Personnel</i>	400,0	456,4	589,9	14,1	29,3
<i>Fonctionnement</i>	247,6	257,5	370,4	4,0	43,8
<i>Intérêts dus</i>	239,4	266,6	284,8	11,4	6,8
<i>Déficit sur AONT</i>	128,6	87,1	55,7	-32,3	-36,1
Dépenses en capital	984,6	958,6	1165,4	-2,6	21,6
<i>Sur ressources extérieures</i>	788,5	733,5	928,5	-7,0	26,6
<i>Sur ressources intérieures</i>	196,1	225,1	236,9	14,8	5,2
Autres dépenses	116,4	63,3	99,2	-45,6	56,7
<i>Dont variation des arriérés intérieurs</i>	106,4	54,2	89,2	-49,1	64,6

On peut ainsi résumer les indicateurs économiques et financiers sur le tableau suivant :

**Tableau 1. Madagascar, Indicateurs économiques et financiers, 2003-2007**

	2003	2004	2005	2006	2007
				Provisoire	Prévision
<i>(Variation annuelle en %)</i>					
<b>Comptes nationaux et prix</b>					
PIB Nominal (en milliards d'Ariary)	6779	8156	10097	11761	13625
Croissance économique	9,8	5,3	4,6	4,7	5,6
PIB par habitant (en US\$)	338,5	278	309	322	315
Déflateur du PIB	2,8	14,3	18,3	11,2	9,7
Indice des Prix à la Consommation (Moyenne de l'année)	-1,7	13,8	18,4	10,7	9,6
Indice des Prix à la Consommation (Fin de période)	-0,8	27	11,4	10,8	8
<b>Secteur extérieur (en termes de DTS)</b>					
Exportations, f.o.b.	63	9,4	-15,1	2	7,5
Importations, c.a.f.	70,3	21,6	0,3	0,8	8,4
<b>Finances publiques</b>					
Recettes (hors dons)	45,4	40,6	12,3	21,5	15,8
Dépenses totales	36,7	58,9	4,9	18	11,3
Dépenses courantes	18,2	38,5	8,8	12,1	13,7
Dépenses d'investissements	83,8	91,5	2	24,3	9
<b>Monnaie et crédit</b>					
Masse monétaire (M3)	8,2	23	3,1	17	14,3
Avoirs extérieurs nets	4,4	93,5	4,5	58,6	9,6
Avoirs intérieurs nets	4,1	7,9	2,1	-14,1	15,1
Crédit à l'Etat	4,8	-28,8	5,5	-5,6	15,8
Crédit à l'Economie	2,3	38,2	18,2	26,1	21,9
<b>Opérations globales du Trésor</b>					
Recettes totales	10,3	12	10,9	11,4	11,4
dont Recettes fiscales	10	10,9	10,1	10,7	11,2
Dons	4,5	8,2	5,7	47,4	5,1
Dépenses totales	19	25,1	21,2	21,5	20,7
Balance globale (base caisse)	-6,2	-5,7	-4,3	36,8	-4,4
Financement intérieur	1,8	-1,3	0,5	-2,7	-0,5
<b>Epargne et investissement</b>					
Investissement brut	17,9	24,3	22,5	21,8	22,1
Public	7,8	12,5	10,3	11	10,3
Privé (y.c. entreprises publiques)	10,1	11,8	12,3	10,8	11,7
Epargne intérieure brute	7,4	8	8,9	8,7	9,1
Epargne nationale brute	11,9	13,7	12,1	11,8	11,9
<b>Secteur extérieur</b>					
Balance courante (hors dons)	-8,6	-5	-5,8	-13,3	-13
Balance courante (y.c; dons courants)	-6	-3,8	-10,8	-10,2	-10,2
Réserves officielles brutes (en millions de DTS)	284,8	333,5	337,4	360,6	390,4
en mois d'imports de bsnf	2,8	2,8	3	2,9	3
en semaines d'imports de bsnf	12	12,1	12,8	12,6	12,9
<b>Taux de change (moyenne de période)</b>					
Ariary / DTS	1734	2611	2959	3221	3350
Ariary/US \$	1244	1776	1921	2090	2174

En début de l'année 2003, le Chef de l'Etat a pris la stricte décision sur la détaxation. En effet, cette détaxation a pour but d'exempter tout droits et taxes<sup>1</sup> à l'importation. Elle a été opportune pour l'investissement en biens d'équipements. Ainsi, il y avait abaissement tarifaire ; et la demande nationale s'est fortement accrue. Mais la hausse de dette demande a conduit inévitablement à l'inflation ce qui déprécierait la monnaie nationale. Par ce fait, les recettes fiscales ont fortement baissé surtout en fin 2003. Cette situation entravait au budget de l'Etat puisque il a connu un déficit énorme. D'un côté, on peut dire que la détaxation ne profite pas de la même façon aux différentes branches d'activité surtout pour les BTP et les manufactures. D'un autre côté, elle crée un déséquilibre macroéconomique jusqu'à fin 2005.

Pour l'année 2004, la politique économique est axée principalement sur le renforcement des finances publiques. Sachant que le crédit est octroyé aux départements de l'Administration en fonction des besoins en moyens pour leur permettre de fonctionner normalement. Notons que ces dépenses dans l'organisation administrative sont basées essentiellement sur les dotations par service et ne sont plus en adéquation aux objectifs des pouvoirs publics c'est pourquoi on utilisait toujours le terme de « budgets de moyens ». En effet, une nouvelle loi organique a été votée ayant pour objectif de promouvoir les actions dans la perception des recettes fiscales. Des initiatives ont été prises telles que la simplification des tarifs, l'élargissement de la base fiscale, et l'effet de recouvrement. Ainsi, le taux de pression fiscale a pris son élan et atteignait 11.2% en 2004. Donc, les actions mises en œuvre ont été plus ou moins efficaces car ce taux d'imposition, même étant encore faible a été assez optimal pour recouvrir une partie des dépenses engagées.

De plus, le gouvernement a pris des dispositions sur la rationalisation des dépenses. Il a fait recours à une innovation dans la structure du budget de l'Etat. Des assainissements et des réformes ont été élaborés sur les marchés publics et sur l'institution de l'inspection générale des finances. De ces faits, le budget de moyens a été abandonné au profit du budget de programme en 2005. Donc, l'adoption de ce budget de programme a pour vision du moyen et long terme afin de réduire la pauvreté.

Pour l'année 2005, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement rapide et durable, la rationalisation des choix budgétaires pour augmenter l'efficacité des actions publiques par une meilleure allocation des dépenses publiques constitue une des préoccupations majeures du Gouvernement. Pour cela, de grandes innovations de la loi organique sur les finances publiques sont d'améliorer la préparation, l'exécution et le contrôle des décisions publiques fondées sur le rapprochement des moyens avec les résultats et les impacts qu'ils permettent d'atteindre. Ainsi, les démarches de la préparation de ce budget a permis de concilier

---

<sup>1</sup> Droits de douanes, taxes d'importation, droits d'accise



la démarche participative du secteur privé. En effet, cette approche participative assure le partenariat public-privé qui a ensuite pour rôle de définir les priorités dans les différents départements ministériels en conformité avec le DSRP. Donc, le budget est élaboré selon la répartition des crédits affectés aux programmes prédéfinis. Ces programmes sont ainsi des unités de spécialisation des crédits et qui ont pour mission bien précise. Cette initiative a pour objectif de consolider la promotion d'un taux de croissance fort ; de maîtriser l'inflation, de contenir le déficit public par l'accroissement des recettes fiscales et la gestion efficace des dépenses publiques. Elle vise aussi à accroître la compétitivité des exportations de Madagascar avec l'Accord Multifibre et à maintenir la soutenabilité de la dette.

## **PARTIE II PERSPECTIVE D'UN CHOIX RATIONNEL DE POLITIQUE ECONOMIQUE**

D'après ce qu'on a vu dans la partie précédente, la politique monétaire est inefficace. En effet, l'Etat n'a pas pu maîtriser l'inflation qui a sévi en fin d'année 2006 malgré les efforts de la Banque Centrale dans sa politique restrictive. De plus, les imperfections liées aux marchés monétaires et financiers de Madagascar défavorisent les interventions des autorités compétentes. Ainsi, la volonté de l'Etat repose sur la politique budgétaire.

### **A-L'investissement comme moteur de la croissance économique**

La réflexion est ainsi tournée vers une politique qui générerait une certaine stabilité au niveau macro économique, c'est-à-dire au niveau du double déficit tant sur le plan budgétaire que sur la balance des paiements. Mais avant de voir l'effet de la politique budgétaire au niveau des comptes de l'Etat, il est indéniable d'améliorer la balance des paiements.

L'on a constaté que l'Etat malagasy fait partie des pays pauvres très endettés. Donc, il a intérêt d'exploiter à fond ses ressources en promouvant des investissements directs étrangers en élaborant un rigoureux programme d'investissements publics ayant une atteinte positive dans la croissance économique. En effet, ces investissements sont un instrument de politique budgétaire ayant un effet générateur d'externalités positives et donc de croissance économique et doivent être plus productifs dans le sens où ils créent des valeurs ajoutées à travers le secteur réel. On peut parler des infrastructures qui serviront de recherches et de développement en faveur du secteur privé. Donc, l'accord Partenariat Public Privé doit être soutenu pour assurer cette longévité de développement et une certaine stabilité économique. De plus, ces investissements doivent être en cohérence et interactifs aussi bien en amont qu'en aval pour assurer cet effet d'entraînement. Ce dernier s'explique par l'intégration des dépenses publiques dans le programme quinquennal du MAP où ces investissements seront affectés dans des secteurs à structure productive, créant par suite de l'emploi et accroîsserait indéniablement le Revenu National. Dans ce cas, le taux de croissance économique dépend de la façon dont les investissements sont répartis. Comme Madagascar est un pays à vocation agricole, l'Etat doit promouvoir de grands investissements dans le secteur rizicole où il ne serait plus obligé de l'importer mais s'initie dans le domaine d'exportation qui par suite améliorerait le balance courante et l'excès de devises obtenus fournirait des soldes finançant par suite les déficits budgétaires et réduisant les dettes extérieures. Cette chaîne de valeur induira forcément à la croissance économique.

Cette politique de dépenses publiques dans le cadre de financement des investissements publics exerce ainsi une influence sur le solde du budget de l'Etat et que le déficit de la Trésorerie permet d'amortir les crises.

Cette manifestation d'intérêt doit assainir l'environnement économique du pays, qui par suite, devrait être plus attractif pour les nouveaux investisseurs. Il faudrait donc une chaîne de valeur entre les investissements effectués pour assurer une croissance économique de moins pour un moyen terme et un développement durable à long terme. Ainsi, l'Etat n'étant plus vulnérable peut se redresser en profitant de ces investissements à long terme et rembourse le principal et les intérêts de la dette extérieure qui se voit réduire et améliore ainsi la balance des capitaux. Au niveau de la balance commerciale, les exportations doivent également profiter de ces investissements. En fait, l'Economie du pays est à vocation agricole donc l'Etat doit se prioriser dans le monde rural en élaborant des grands investissements en construisant des marchés d'agglomération et de proximité où il reste un Etat gendarme et laisse la libéralisation jouer son rôle sans pour autant créer des distorsions économiques comme le monopole à l'intérieur ; mais exploiter ses avantages comparatifs dans le domaine minier et le triangle Vanille Crevette café, et la dépréciation monétaire pour relancer l'Economie en maximisant sa compétitivité au niveau international. Ainsi, l'amélioration de ces exportations doit créer un environnement favorable à la réduction des coûts de production et au développement des secteurs productifs et son expansion peut également poursuivre des efforts pour attirer de nouveaux investissements.

En matière d'importation, l'amélioration des termes de l'échange doit être conditionnée par une légère élasticité de la demande d'importation, et donc une forte élasticité de la demande mondiale, pour soutenir les activités de production et des investissements.

En somme, la promotion des investissements publics et privés améliore la balance des paiements, car l'effet cumulatif des valeurs ajoutées dégagées lors des opérations courantes moyennant de ces investissements réduit les engagements de l'Etat vis-à-vis des dettes extérieures et améliore le bien-être social.

Mais le déficit se présente également au niveau budgétaire.

Comment le réduire ?

N'oublions pas que la création monétaire nuit à la stabilité macroéconomique dans les pays en développement comme Madagascar ; surtout que le taux d'intérêt sur le marché est largement supérieur au taux de changes. Ainsi, faut-il diminuer ce taux d'intérêt à un certain niveau pour attirer les capitaux étrangers soutenant les investissements nationaux et privés, pour faire apprécier l'aryari tout en maintenant la compétitivité au niveau mondial.

Et l'on sait que la raison du gap qui persiste dans le budget malagasy provient de l'insuffisance des recettes publiques ayant pour rôle le financement des dépenses publiques comme facteur de croissance économique. Des handicaps surviennent dans la collecte de ces ressources publiques donc, il est pertinent d'effectuer des réformes fiscales au sein de la contribution de l'Etat.

### **B-Les réformes fiscales**

Il faudrait dans ce cas assainir la sphère fiscale. l'Etat a l'obligation de stabiliser les règles fiscales et d'effectuer des réformes surtout pour les pays d'Afrique.

Dès lors cette fiscalité revêt une grande importance car elle garantit la validité des calculs de rendement net d'impôts et des investissements

Ainsi confronté au besoin de dégager un surcroît de recettes fiscales, l'Etat se trouve face à l'objectif d'adopter la fiscalité aux nouvelles orientations de la politique économique, c'est-à-dire d'effectuer des dépenses publiques par la voie des investissements. Dans ce domaine il faut fixer un certain taux de pression fiscale, mais pour cela, faudrait-il encore établir une structure d'imposition plus équilibrée

La première approche en matière fiscale repose sur la réduction de la dépendance à l'égard des taxes sur le commerce extérieur pour accorder une plus grande place aux taxes sur les transactions et la consommation intérieure ayant une part importante dans une large assiette fiscale

Dans ce cas il faut relancer une politique de consommation de biens et services publics, ainsi s'attendre à une demande accrue qui provoque ensuite une hausse des prix à la consommation et gonflera par suite les taxes sur la consommation

A Madagascar, la seule issue est le droit d'accise sur le tabac et les boissons alcooliques, mais on peut également élargir l'horizon de consommation en améliorant la productivité du secteur privé due à un environnement d'investissement favorable pour dégager un surplus de production pour répondre à la demande intérieure et celle de l'extérieur en effectuant une réduction des taxes sur les exportations. Ainsi, la compétitivité de l'Economie accroît grâce à la baisse de ces taxes. Parallèlement, les recettes fiscales prélevées lors des importations augmentent d'autant plus que la demande intérieure s'accroît. Mais l'hypothèse repose sur la production accrue du secteur réel

qui limiterait l'inflation et minimiserait l'impact de la détérioration des termes de l'échange du pays domestique.

En ce qui concerne les transactions commerciales et financières, le secteur réel et financier doivent tous deux être aérés et favorables à toute transaction pour pouvoir améliorer la balance courante et la balance des capitaux en vue d'une parfaite mobilité des capitaux et d'un support de la croissance économique équilibrée; ceci dans le but d'améliorer le recouvrement d'impôts en effectuant un rigoureux enregistrement de ces transactions par une fiscalité indirecte telle que la TVA qui revêt un caractère de neutralité n'impliquant en aucun cas des fardeaux excédentaires ni quand le prélèvement n'entraîne qu'une réduction minimale de la quantité échangée qui peut servir à déjouer la concurrence déloyale

La deuxième approche repose sur le problème du secteur informel et le monde rural. Dans les pays en développement, comme Madagascar, le secteur informel est prépondérant étant donné les activités illicites qui prédominent et constituent un marché noir et creusent même le déficit de l'Etat

Ainsi il faut les appréhender puis mettre en place un système de prélèvements adapté comme la patente synthétique en fonction de leur nature d'activité et en fonction de leur solvabilité. L'objectif est de les intégrer dans le circuit économique national pour qu'ils puissent bénéficier des services publics et de libérer les engagements de l'Etat vis-à-vis de l'Extérieur et contribuent ainsi à la croissance du revenu national tant espéré et une condition formelle à la crédibilité de l'Etat concerné

Pour le monde rural, l'Etat s'endette également pour leurs investissements en biens d'équipements contribuant à l'amélioration du rendement rural. En effet ce secteur participe activement la croissance économique étant donné la hausse de la production liée à l'Economie tournée vers le marché extérieur.

Mais face aux difficultés qu'ils rencontrent sans parler des surfaces cultivables non aménagées et des problèmes d'irrigation, le paiement des impôts fonciers s'avère aléatoire. D'où l'Etat doit soutenir les politiques de production des organisations paysannes en leur assurant des débouchés potentiels qui offriront ensuite leur possibilité de solvabilité en matière fiscale

A Madagascar dans chaque région, l'Etat a instauré 22 guichets fonciers qui permettraient de faciliter les prélèvements fiscaux fonciers et assurer un meilleur contrôle des flux d'imposition

Pour le service de la dette, il vise à réduire les fraudes et évasions fiscales. Dans cette approche, il est pertinent de citer le rôle de l'Etat à savoir l'amélioration de l'efficacité des services. En fait, ils sont chargés de comptabiliser les arriérés fiscaux et régulariser les incidences et dispositions prises par les bailleurs en cas d'allègement ou de rééchelonnement ou encore de l'effacement des dettes.

Et dans le cadre de l'élaboration du MAP, la Nation devrait s'efforcer d'accroître l'épargne nationale et ne se limiterait pas un taux de 11.9%. Mais cette action doit s'accompagner des investissements rationnels

## ***CONCLUSION***

En somme, les politiques menées dans le cadre de la réduction de la pauvreté ne sont pas satisfaisantes. La croissance économique n'est pas significative pour atténuer la pauvreté et le sous développement. Sur le plan budgétaire, la mauvaise allocation des ressources affaiblit la capacité d'investissement productif étant donné que les dépenses engagées sont focalisées sur les actions sociales. Ainsi, face aux différents politiques visant à maintenir une certaine stabilité économique, pour Madagascar, l'issue favorable et efficace est la promotion de la politique budgétaire en matière dépenses publiques servant à financer les investissements publics à caractère productif moyennant d'une contrainte d'imposition plus efficient afin de soutenir la Souveraineté de l'Etat Malagasy. L'on a vu que ces dépenses publiques sont le moteur de la croissance économique étant donné l'effet des multiplicateurs d'investissements jouant un rôle majeur dans la fonction de production. Cet effet induit à l'amélioration du secteur réel et du secteur financier permettant par la suite une croissance économique équilibrée et favorisant la politique de consommation dans le but de générer de nouveaux dépenses publiques pour des activités de remplacement ou d'innovation. Dans cet angle, la politique monétaire est déconseillée car les instruments permettant la prolifération des activités financières en matière de spéculation ou de transaction sont insuffisants et vulnérables étant donné les dépréciations permanentes du taux de changes de l'Ariary et la conjoncture internationale non maîtrisée. De plus, l'environnement financier est plutôt risqué ce qui ne permettrait pas l'épanouissement du secteur financier. L'Etat a donc pour mission d'assainir l'environnement économique malagasy grâce aux investissements publics que le secteur privé pourrait en tirer profit afin de stabiliser le secteur productif et par la suite l'Economie nationale. Pour les années qui suivront, Madagascar adoptera le plan quinquennal du MAP de 2007-2012 qui assurera une bonne gouvernance et un développement rapide et la révolution verte. Dans ce sens, l'Economie malagasy pourrait au mieux affronter des multitudes de chocs externes car elle est sous le joug du système de la mondialisation.

## ***BIBLIOGRAPHIE***

« Les théories du développement », ASSIDON .E, Paris, La Découverte, collection Repère, 1992

« La nouvelle politique Economique pour l'Afrique », RAFFINOT.M, EDICEF 1993  
Rapport annuel de la Banque Centrale 2004-2005-2006

Rapport économique et financier 2003-2004, Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, Direction Générale de l'Economie ; Octobre 2004

Modèle macro économique de Madagascar, MEFB, Version 3.1, MAROA, Janvier 2005

*Rapport-gratuit.com*   
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES